

Cacophonie ouatée au G7 de Biarritz

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Les instances internationales sont censées donner le ton pour assurer un minimum d'harmonie et de justice entre les États. L'ONU est à toutes fins pratiques contrôlée par le conseil de sécurité. Rarement l'unanimité y est obtenue, car les cinq puissances qui en font partie - Chine, États-Unis (ÉU), France, Grande-Bretagne (GB) et Russie - usent de leur droit de veto pour bloquer des résolutions qui ne font pas leur affaire. L'Assemblée générale n'a qu'un pouvoir consultatif. Elle est dominée par des blocs qui empêchent de traiter les crises politiques et humanitaires graves telles que celles du Darfour et de la Syrie. Le G7 comprend l'Allemagne, le Canada, les ÉU, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et le Japon. C'est un forum de concertation diplomatique dont la sécurité internationale est un dossier clef alors que le groupe des vingt (G20) qui représente 85% du commerce mondial s'intéresse avant tout à l'économie globale.

Le G7 a été fondé en 1975 par le président français Giscard d'Estaing après les chocs pétroliers de 1971 et de 1973 pour faire le point et dessiner des orientations sur les grands problèmes de l'heure. La Russie en fit partie à partir de 1997, mais en fut exclue après l'annexion de la Crimée en 2014. Au cours de son existence, le G7 n'a cependant ni prévenu ni même vu venir les grandes crises : l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, la désintégration du pacte de Varsovie et le démantèlement de l'Union soviétique, les guerres de Saddam Hussein, le terrorisme se réclamant de l'islam ou la montée en puissance de la Chine.

Le communiqué final du G7 rédigé par des hauts fonctionnaires dessine les grandes lignes d'action dans des domaines dans lesquels ils ont rarement juridiction et est rarement mis en application. Au terme du G7 tenu au Canada, le président Trump s'est désisté du communiqué final. Il se brouilla avec le premier ministre Trudeau qui avait qualifié d'insultantes les taxes douanières américaines.

Un sommet de pays en désaccord

Le G7 de Biarritz en France a réuni des pays en désaccord à commencer par le sujet brûlant du Brexit : l'échéance du 31 octobre s'approche et le sujet du *backdrop* concernant la frontière (aujourd'hui virtuelle) entre l'Irlande qui fait partie de l'UE et l'Irlande du Nord qui fait partie de la GB est quasi insoluble. Le président Trump demande à réintégrer la Russie pour faire avancer les dossiers de sécurité alors que les autres pays trouvent qu'une telle initiative est prématurée tant et aussi longtemps que le problème de l'invasion de la Crimée et de l'ingérence russe dans l'Est ukrainien n'a pas été résolu. Le président américain veut empêcher l'implantation des communications de la cinquième génération par la compagnie chinoise Huawei, mais les pays européens n'ont pas encore accepté de s'y soumettre. L'Allemagne redoute que les ÉU n'imposent l'importation de voitures, car ses exportations comptent pour 50% de son PNB (contre 30% pour la France et la GB, 17% pour le Japon et 12% pour les ÉU). Qui plus est, Trump a menacé de taxer les vins français si la France taxait les compagnies du Gafa (Google, Apple, Facebook, Amazon).

En outre, il n'y a pas d'entente sur l'approche à suivre en ce qui a trait aux questions internationales : le dossier ukrainien n'évolue pas. En Syrie, les ÉU maintiennent une présence militaire dans le Kurdistan syrien pour contenir la Turquie alors que le régime syrien appuyé par la Russie bombarde Idlib sans ménagement. En Libye, la GB et l'Italie soutiennent le gouvernement de Tripoli alors que la France et les ÉU soutiennent le général Haftar de l'Armée de libération nationale de Benghazi. Le président Trump s'est retiré de l'accord des 5+1 sur le nucléaire iranien alors que les autres grandes puissances tiennent à s'y maintenir.

Messages contradictoires

La cote de popularité du président français Macron est à son plus bas par rapport à celle des autres leaders du G7. Il manœuvre au mieux qu'il peut un bateau dont il ne maîtrise pas le gouvernail. Il a pris l'initiative de rencontrer le président russe Poutine la veille du G7 et rien ne semble avoir

évolué avec la Russie. Il a également rencontré le ministre des Affaires étrangères iranien Zarif et l'a même invité « en marge » du G7. Le président Trump a tenu à ajouter qu'il n'avait rien à avoir avec cette initiative en précisant : « Je ne peux empêcher les gens de parler. » Une éventuelle concertation entre les États-Unis et l'Iran serait sur les rails, mais il est trop tôt pour savoir ce qu'il en sera.

Bien que les sujets à l'ordre du jour comprissent la lutte contre les inégalités, l'égalité en droit des femmes et le climat, seul le dernier sujet semble avoir obtenu l'assentiment quasi général, car un message clair a été formulé en regard du besoin de mettre fin aux incendies qui ravagent la forêt en Amazonie.

Au cours de ce G7, tous avaient à l'esprit le commerce international et plus précisément les relations commerciales entre les ÉU et la Chine sur lesquelles Trump souffle le chaud et le froid. Caractérisant tour à tour le président chinois Xi Jinping d'ennemi puis de grand leader, il a proposé de taxer 300 milliards de produits importés de Chine puis a reporté sa décision pour ne pas nuire aux achats de veille de fêtes de fin d'année. Il a ensuite déclaré qu'il se passerait bien de la Chine. Ces gazouillis inconsidérés créent des incertitudes qui font réagir les marchés. Il a déclaré vouloir imposer une taxe de 10% sur d'autres produits chinois non encore imposés ; la Chine a réagi de même causant une chute de 3% des valeurs boursières lesquelles ont augmenté de près de 1% à la suite d'une déclaration optimiste du président Trump.

Toutefois, l'économie américaine se porte bien avec une croissance du PNB de 2,1% et un taux de chômage de 3,7%. Les secteurs économiques exposés à la Chine ont connu une baisse de capital de 1% comparés à une augmentation de 14% pour ceux qui ne le sont pas. En 2017, les échanges commerciaux avec la Chine comptaient pour 3,2% du PNB américain, ce qui représente le cinquième des remises d'impôt introduites par l'administration Trump en 2017.

Le G7 tenu à Biarritz a essentiellement servi à des rencontres bilatérales et n'a même pas tenté de s'accorder sur un communiqué final. Il a permis à

certaines pays de se montrer plus indépendants par rapport aux ÉU alors que l'administration Trump n'est pas intéressée au rôle de leadership du G7. Le soulagement est patent du fait que le sommet ne s'est pas accompagné de gazouillis mordant de Trump qui semble avoir mis de l'eau dans son vin en ce qui touche le vin français ou l'Iran.

La problématique de l'Iran

Il est possible que des jalons de détente avec l'Iran aient été posés. Le président iranien Rouhani a déclaré: « Si je savais qu'en allant à une rencontre et en visitant une personne aiderait le développement de mon pays et résoudrait les problèmes de mon peuple je ne manquerais pas d'y aller » pour finir avec « il n'est pas question de négocier avant que toutes les sanctions ne soient levées. » Il s'agit en fait d'un retour à la case de départ. En Iran, le droit de décision est à la merci des diktats du Guide suprême l'ayatollah Khamenei.

La pression économique américaine fait mal à l'Iran. De son côté, Israël cherche à décourager l'Iran en démolissant les entrepôts de fusées iraniennes en Syrie et en Irak pour lui faire comprendre que ses initiatives sont vouées à l'échec. Le président Macron a ouvert une fenêtre d'opportunité. Les mullahs iraniens doivent décider si leur orgueil a préséance sur le bien de leur population et si leur idéologie d'expansion et de martyromanie ne doit pas faire place au compromis.

En son temps, l'ayatollah Khomeiny refusait de cesser la guerre avec l'Irak malgré les centaines de milliers de pertes humaines, y compris celles d'enfants envoyés se faire sauter sur les mines pour libérer le chemin aux soldats iraniens. Il dut accepter un cessez-le-feu humiliant en 1988, qu'il qualifia de calice empoisonné.

En conclusion, les grands de ce monde se sont quittés dans l'euphorie, mais sont repartis sans consensus concerté.